

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	11
----------------	----

Introduction	15
--------------------	----

I. ACTES DU SÉMINAIRE SUR LA DOUANE, ACTEUR DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE

La contribution de la Douane à la sécurité intérieure

Olivier RENAUDIE	21
I. Une contribution consacrée	22
A. Par les pouvoirs publics.....	23
B. Par les experts	24
II. Une contribution incarnée	24
A. Les groupements d'intervention régionaux	25
B. Le service national de Douane judiciaire	26
III. Une contribution éclatée.....	27
A. Les fins.....	27
B. Les moyens.....	29

La Douane, une administration de défense

Jean-François DUTHEIL.....	31
I. La globalisation de l'économie mondiale.....	32
II. Le saut technologique.....	33
III. Les nouveaux espaces de coopération	34
A. L'espace de coopération avec le secteur marchand.....	34
B. L'espace de coopération national.....	35
C. L'espace de coopération internationale	35

La protection de l'environnement par la Douane

Jacques-Henri ROBERT.....	37
I. La contrebande, atteinte à l'environnement.....	37
A. La contrebande transfrontalière.....	37
1. Dispositions générales	38
2. Dispositions propres aux échanges intracommunautaires.....	38
B. La contrebande domestique.....	39
II. Les investigations douanières tendant à la découverte d'infractions contre l'environnement.....	39

La Douane et le contrôle des exportations de matériel de guerre et de technologies sensibles

Bertrand WARUSFEL.....	41
I. Un rôle limité dans les procédures d'autorisation de transfert et d'exportation	41
A. La non-implication directe de la Douane dans le process de décision en matière de double usage	42

B.	Des prérogatives en recul dans le domaine des matériels de guerre	44
II.	Un acteur indispensable du contrôle des échanges sensibles	48
A.	Des moyens efficaces de contrôle	48
B.	Les sanctions douanières de la violation des autorisations portant sur les technologies sensibles et les matériels de guerre	50
C.	Implication du renseignement douanier dans la prévention et la lutte contre les trafics et la prolifération	51
La dimension historique de l'organisation de la Douane dans sa mission de protection du territoire		
	David MANY-GIRARDOT	55
I.	Les agents de la douane dans leur mission de protection du territoire : du statut militaire au statut civil	55
A.	Un statut influencé par la dimension militaire de la protection du territoire	56
B.	Du statut mixte des Compagnies des douanes françaises au statut civil	56
II.	L'influence de l'histoire de la douane sur son organisation contemporaine	57
A.	Territoire douanier et autorité tutélaire	57
B.	Une organisation en deux branches	58
La Douane au cœur de la sécurité nationale		
	Maxime TOUCHAIS	59
I.	L'ambition d'une action globale	60
A.	Diversité des missions douanières	60
B.	L'institution douanière et la communauté de la sécurité nationale	61
II.	Les défis d'une ambition de sécurité nationale	62
A.	La question des frontières de la légalité	62
B.	La question des frontières de la sécurité	64
La Douane et la lutte contre les trafics illicites		
	François ROLLOT	67
I.	La lutte contre les trafics illicites, une mission prioritaire pour l'administration douanière	68
A.	Les trafics illicites, une menace en pleine expansion	68
B.	La lutte contre les trafics illicites, une mission naturelle et prioritaire pour la Douane	70
II.	La douane, un partenaire incontournable dans la lutte contre les trafics illicites	71
A.	Des prérogatives spécifiques	71
B.	La nécessité de développer des partenariats avec la Douane	73
Douane et renseignement : une coproduction prometteuse		
	Léonard BOURLON-BESSON et Clément BOUHIER	75
I.	Le renseignement, un élément essentiel dans l'exercice des missions de la DGDDI	75
A.	L'interdépendance des notions de renseignement et de contrôle	76
1.	Connaître et anticiper pour mieux contrôler	76
2.	Contrôler pour mieux connaître et anticiper	77

B.	La DNRED, acteur et animateur du renseignement douanier.....	77
1.	Le coordinateur historique du renseignement en matière de Douane.....	77
a.	De Paris-enquêtes à la DNRED	77
b.	Organisation des missions	79
2.	Renseignement et enquêtes douanières : une synthèse réussie .	79
II.	La DNRED, un service au cœur de la communauté nationale du renseignement qui fait face à de nouveaux défis	80
A.	Un service pleinement intégré à la communauté nationale du renseignement.....	80
1.	La communauté française du renseignement : une création récente.....	80
2.	La DNRED : une présence justifiée au sein de la communauté française du renseignement.....	81
B.	Coopérations, adaptations et évolutions : la DNRED face à de nouveaux enjeux.....	82
1.	De la coopération internationale à la coopération nationale	82
2.	Une adaptation nécessaire face à des activités criminelles en constante évolution	83
a.	Le terrorisme	83
b.	La lutte face à la cybercriminalité	84
 La Douane, acteur de la sécurité environnementale		
	Dorian PETEY.....	87
I.	La lutte contre les atteintes environnementales	88
A.	Des objectifs polyvalents	88
II.	La participation à la sécurité environnementale	90
A.	La Douane, acteur de la police environnementale	91
B.	La Douane, connecteur entre sécurité environnementale et sécurité nationale	92
 Douane et formation, un partenariat à développer pour la sécurité des intérêts de l'État et des entreprises		
	Brice MATHIEU	93
I.	La nécessaire maîtrise par l'État et les entreprises de la matière douanière	94
A.	Les enjeux de la maîtrise des douanes	94
B.	Le défi des évolutions	95
II.	La mise en place difficile de formations spécifiques relatives à la technique douanière.....	96
A.	Un retard français ?.....	96
B.	Des rattrapages envisageables.....	97
 Les nouvelles frontières de la Douane		
	Philippe GAUTHIER	99
I.	Une plurivocité acquise sans crise d'identité.....	100
A.	L'attribution de nouvelles fonctions	101
B.	Le renforcement de la coopération interservices	102
II.	Une zone d'action, vecteur d'évolution et de particularisme.....	103
A.	Une action terrestre généralisée et particulière.....	103
B.	Une action maritime renforcée.....	104

Bibliographie

Léonard BOURLON-BESSON, Dorian PETEY et Maxime TOUCHAIS..... 107

**II. ACTES DU COLLOQUE SUR LE DROIT DE LA SÉCURITÉ
ET DE-LA DÉFENSE EN 2014****Atelier 1 - Organisation générale et institutions de la sécurité et de la défense****Les ministres chargés de la sécurité et de la défense sous la v^e République**

Olivier GOHIN	115
I. La comparaison des institutions	117
A. Les ressemblances institutionnelles	118
B. Les différences institutionnelles	121
II. La dualité des fonctions	123
A. Des acteurs politiques	124
B. Des chefs d'administration	126

**Les rapports entre le chef d'état-major des armées et le ministre de la défense :
subordination ou dyarchie ?**

Franck DURAND	135
I. L'irrésistible ascension du chef d'état-major des armées ou comment l'assistant devint décideur	136
A. L'instauration du chef d'état-major des armées.....	14136
B. La montée en puissance du chef d'état-major des armées.	141
II. Le décret du 12 septembre 2013 ou comment le ministre de la défense redevient le ministre des armées.	147
A. Le contenu de la réforme	148
B. La portée de la réforme	151

Le dualisme policier a-t-il un fondement constitutionnel ?

Jérôme MILLET	157
---------------------	-----

**Les aspects normatifs de la loi relative à la programmation militaire pour les
années 2014 à 2019**

Fabrice NAUDÉ	165
I. Un statut de la mort au combat	166
II. Un ministère public replacé au cœur des poursuites.....	167
III. Une prise en compte des difficultés des missions et des spécificités de l'action de combat	169
IV. Une clarification de la notion d'opération militaire.....	169
V. Un cadre pour une nouvelle carte des juridictions spécialisées en matière militaire.....	170

La Commission des recours des militaires (CRM)

Michaël POYET	173
I. Les modalités de mise en œuvre du recours administratif préalable obligatoire (RAPO) par la CRM en 2014	174
A. Une organisation qui nécessite une structure permanente pour préparer les séances de la commission	174

B.	Une organisation et un fonctionnement qui s'inspirent de celui des tribunaux administratifs	175
II.	Bilan de l'action de la CRM en 2014 et ses perspectives	177
A.	Un bilan plutôt positif	177
B.	Les perspectives de la CRM	179

Atelier 2 - Entreprises, sécurité et défense

L'entreprise et la sécurité nationale

Bertrand PAUVERT	183	
I.	Diminuer la vulnérabilité des entreprises, un enjeu de sécurité nationale 185	
A.	La vulnérabilité des personnes	186
B.	La vulnérabilité des sites	189
II.	Accompagner la réactivité des entreprises, un impératif de sécurité nationale	191
A.	La nécessité de la résilience	192
B.	La sécurité par le partenariat	193

Les enjeux du droit de l'intelligence économique pour les entreprises

Olivier MAISON-ROUGE	197	
I.	Approche du droit de l'intelligence économique	198
A.	Dimension de l'intelligence économique	198
B.	Tentative de définition du patrimoine informationnel de l'entreprise	199
1.	La théorie du patrimoine informationnel de l'entreprise	199
2.	Consistance du patrimoine informationnel :	199
C.	Le périmètre du secret des affaires	200
1.	Une absence de définition	200
2.	Une norme juridique internationale	201
II.	Défense du patrimoine immatériel de l'entreprise	201
A.	Protection en amont du patrimoine immatériel : prévention et sûreté interne	202
1.	Prévenir dans le respect du droit social	202
2.	Les règles applicables à la surveillance des salariés	203
B.	Instaurer des règles de confidentialité à l'égard des tiers	204
1.	Éléments de technique contractuelle	204
2.	Les applications du droit de l'immatériel	205
C.	La défense en aval des secrets d'affaires : les voies de recours pénal contre les actes d'ingérence et de malveillance	205
1.	Un droit pénal spécial inapproprié	205

Sécurité dans l'entreprise et droits des salariés

Benoît GENIAULT et Fleur LARONZE	209	
I.	L'identification des droits et devoirs des salariés en matière de sécurité dans l'entreprise	210
A.	L'information des représentants du personnel : le respect des droits des salariés	210
1.	L'information sur les mécanismes de sécurité : le droit à une information contrôlée	210

2.	L'information sur les données sécurisées : le droit à une information protégée.....	211
B.	La participation des salariés à la sécurité dans l'entreprise : un « devoir de sécurité ».....	213
1.	La participation à la sécurité interne : la « responsabilisation » du salarié.....	213
2.	La participation à la sécurité externe : l'alerte professionnelle	214
II.	Le contrôle et les limites des mesures prises au nom de la sécurité.....	216
A.	La définition des fins poursuivies	217
1.	L'invocation indirecte d'enjeux dépassant l'entreprise	217
2.	L'invocation directe d'intérêts publics	218
B.	L'ajustement des moyens employés	219
1.	L'ajustement instrumental : la justesse des moyens	220
2.	L'ajustement axiologique : la justice des fins	221
Assurer la sécurité nationale par la sécurisation interne du contrôle des entreprises stratégiques : le cas d'alstom		
	Philippe SCHULTZ.....	223
I.	La sécurisation du contrôle des sociétés « cotées » après la loi Florange.	225
A.	Doubler d'office les droits de vote des actionnaires fidèles.....	225
B.	Aménager le droit de vote double	228
II.	La sécurisation du contrôle des sociétés non « cotées »	230
A.	Entraver l'entrée d'un indésirable dans le capital	231
B.	Simplifier la sortie d'un indésirable du capital	233
Force d'action rapide nucléaire d'EDF et acteurs de la sécurité civile - Attributions et responsabilités		
	Muriel RAMBOUR	237
I.	La FARN : produit de retour d'expériences et instrument d'action urgente.....	238
A.	Une réponse aux Évaluations complémentaires de sûreté engagées dans le sillage de Fukushima	238
B.	Structure et moyens d'action de la FARN	240
II.	Conditions d'intervention et partage des attributions avec les forces de secours.....	242
A.	Le schéma d'intervention de la FARN en situation de crise.....	242
B.	Les responsabilités des acteurs du secours	244
Le recours à l'initiative spontanée par les opérateurs économiques du secteur de la défense ou comment faire avancer le droit par l'audace		
	Guillaume FARDE	253
I.	Le cadre juridique de l'initiative spontanée.....	254
A.	La construction légistique de l'article 10 de l'ordonnance du 17 juin 2004 relative aux contrats de partenariat.....	254
B.	Les précisions de la Mission d'appui aux partenariats public-privé (Mapp) du ministère de l'économie.....	257
II.	Les premières saisines du ministère de la défense.....	259
A.	La première saisine du ministère de la défense et ses suites juridiques.....	260

B. Le scepticisme persistant des opérateurs économiques du secteur de la défense	261
--	-----

Atelier 3 - Dimension extérieure et Union européenne

Opérations militaires extérieures et Union européenne

Anne-Sophie TRAVERSAC	267
I. Les missions militaires de l'Union : une Europe de la défense pragmatique aux côtés des opérations extérieures françaises.	269
II. Les missions militaires de l'Union : les failles révélées d'une Europe des défenses.	272

la constitution et l'intervention des forces armées françaises en Centrafrique et en Irak

Olivier GOHIN	275
I. Le cadre	275
II. Le fondement	276
III. La procédure	277

Le nouveau droit pénal des opérations extérieures

Christian AUBERTIN	279
I. L'infléchissement des règles de procédure pénale	281
A. La présomption de mort au combat	281
B. L'attribution au ministère public du monopole des poursuites ...	283
II. La stabilité du régime de la responsabilité pénale	286
A. Le mode d'appréciation de la faute d'imprudence	286
B. Le fait justificatif tiré de la nécessité militaire	287

Les enjeux de la lutte contre les organisations criminelles transnationales : des mafias au terrorisme

Jérémy VALLOTTON	291
I. Les problématiques classiques posées par la lutte contre les organisations criminelles	295
A. Une réalité criminologique	295
B. Une inconnue juridique	297
II. Les difficultés modernes imposées par l'apparition des organisations hybrides	301
A. Un impensé stratégique	301
B. Une arme de guerre asymétrique	303

La sécurité des transports aériens : Un exemple pour l'Europe de la sécurité ?

Florence NICOUD	305
I. La fixation des règles de sûreté	307
A. Les causes de la communautarisation de la sûreté aérienne	307
B. Les modalités de la communautarisation de la sûreté aérienne ...	309
II. Le contrôle des mesures de sûreté	311
A. La communautarisation du contrôle de la sûreté aérienne	312
B. La modélisation du contrôle de la sûreté aérienne	313

L'activité privée de sécurité des navires : une loi dans la tempête ? Réalités juridiques comparées

Nicolas LE SEAUX.....	317
I. Efficacité de l'intervention des forces régaliennes	318
A. Contexte et enjeux de la piraterie moderne.....	318
B. Problématiques et réponses du droit international	320
II. L'intervention du marché	322
A. Impact de la piraterie sur l'armement français en 2104	323
B. Les réponses des droits internes.....	325

Atelier 4 - Sécurité et défense sur le territoire

La sécurité contre les libertés ? La constitutionnalité discutée de la police des manifestations

Victoria HIBSCHHERR.....	331
I. L'affirmation implicite de la constitutionnalité des dispositions contestées.....	333
A. Des fondements juridiques circonstanciés	333
B. Une volonté d'éclaircissement rejetée par la Cour de cassation	335
II. Le maintien de l'ambiguïté quant à la valeur des dispositions contestées	336
A. Une position jurisprudentielle critiquée	336
B. Des politiques fermement condamnées.....	339

Espace urbain et délinquance, la vision du juriste

Xavier LATOUR	343
I. La constance dans la gestion de l'espace urbain face à la délinquance	345
A. L'humanisation de l'espace urbain	345
B. La dissuasion par l'aménagement de l'espace urbain	348
II. Les inflexions apportées à la gestion de l'espace urbain face à la délinquance.....	352
A. Les inflexions apportées à la politique de requalification des espaces urbains	352
B. Les inflexions apportées au développement de la vidéoprotection.....	355

La cybercriminalité, criminalité du XXI^e siècle

Marc WATIN-AUGOUARD	359
I. Les atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données (STAD).....	362
A. L'accès ou le maintien frauduleux dans un STAD	362
B. L'entrave au fonctionnement d'un STAD	363
C. La protection pénale des données	363
D. La protection renforcée des systèmes de traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par l'État	364
E. La lutte contre la prolifération	364
F. La pluralité des acteurs	365
G. Le cyberterrorisme	365
H. L'irresponsabilité pénale des acteurs de la cyberdéfense.....	366
II. Les infractions liées aux contenus	366

A.	Les délits réprimés par la loi du 29 juillet 1881 et « commis par tout moyen de communication au public par voie électronique »	366
B.	Les atteintes à la dignité ou à la personnalité.....	367
1.	Le vidéolynchage ou « happy slapping ».....	367
2.	La cyberintimidation par envoi de messages malveillants et harcèlement moral	367
C.	Les contenus à caractère terroriste	368
D.	Les contenus à caractère pédophile.....	369
E.	Les mesures de retrait ou de blocages des contenus	369
1.	L'intervention judiciaire relative à un contenu illicite.....	370
2.	La fermeture ou le blocage des sites au titre de la police administrative	370
3.	Un débat révélateur de clivages qui transcendent les courants politiques	372
La réforme de la gouvernance du ministère de la défense		
Jean-Robert REBMEISER		377
I.	Une évolution marquée depuis 50 ans par une tendance lourde à l'« interarmisation », voire à la « ministérialisation » des fonctions et des organismes	378
II.	L'effacement des chefs d'état-major d'armée	379
III.	Le rôle grandissant du secrétaire général pour l'administration	379
IV.	L'organisation mise en place pour coordonner l'action des différents acteurs	380
Conclusion.....		383
Table des matières.....		385